

**06 décembre 2018**

Monsieur le Recteur,  
Cher·es collègues,

Les élections professionnelles se sont déroulées dans une période sociale difficile et dans un contexte de dégradation annoncée des conditions de travail de tous les personnels de l'Education Nationale, via la baisse du budget ainsi qu'un pilotage pyramidal et à courte vue.

Nous insisterons aujourd'hui sur les conditions de travail inacceptables des collègues des services déconcentrés, en proie à la tyrannie de l'urgence, avec une charge de travail accrue pendant le processus électoral sans moyens humains supplémentaires, avec des dysfonctionnements techniques générant stress et tensions avec les personnels empêchés de voter ou faisant face à des difficultés pour exercer leur droit de vote.

Nous remercions donc plus que vivement et très chaleureusement l'ensemble des collègues du Rectorat et des DSDEN pour leur travail, leur implication et la disponibilité dont elles et ils ont fait preuve, et dont elles et ils vont encore avoir besoin dans les jours et les mois qui viennent.

Revenons sur le vote en lui-même :

- absence ou affiche erratique des logos à l'ouverture du vote ;
- lenteur des serveurs ;
- coupure du serveur pendant de trop nombreuses heures entre le 29 et le 30 novembre ;
- déconnexions de l'espace électeur pour un certain nombre de collègues pendant le vote et difficultés pour se reconnecter ;
- longueurs dans la réception du mail d'activation de l'espace électeur, dépassant souvent plus que largement le quart d'heure annoncé ;
- lourdeur et lenteur de la procédure de récupération des identifiants de vote en cas de perte ;
- interventions multiples du prestataire pendant les opérations de vote.

Dans ces conditions de vote chaotiques, nous ne pouvons que nous féliciter de la participation en hausse dans certains scrutins par rapport aux élections de 2014.

En tant que syndicat général, nous avons une vision d'ensemble des scrutins, ayant déposé dix-huit listes pour les commissions paritaires : nous constatons un décrochage en terme de participation sur les corps qui souffrent le plus de faibles rémunérations et des conditions de travail les plus défavorables parmi nos collègues.

Nous appelons d'ores-et-déjà les ministres en charge des Fonctions publiques, et en attendant une analyse plus poussée, à entendre le désarroi qui peut s'exprimer à travers ce manque de participation, au moment où nos rues bruissent de colères diverses.

